

N° 6085¹**CHAMBRE DES DEPUTES**Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****portant modification:**

- du règlement grand-ducal du 30 décembre 1992 portant application de la directive No 91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure;
- du règlement grand-ducal du 12 décembre 2002 portant application de la directive No 76/135/CEE du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de navigation intérieure telle qu'elle a été modifiée par la directive du 23 novembre 1978

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(26.11.2009)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 16 novembre 2009 à la Chambre des Députés par la Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

L'objet du premier tiret de l'intitulé du présent règlement grand-ducal est lié à la transposition de la directive 2006/103/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la politique des transports, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne à partir du 1er janvier 2007, qui rend nécessaire une série d'adaptations techniques aux annexes de la directive 2006/87/CE susmentionnée et à l'annexe I du règlement grand-ducal du 30 décembre 1992 portant application de la Directive 91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure.

Il convient de souligner que le règlement grand-ducal prévoit que dans un souci de rester toujours à la hauteur des dernières normes techniques les modifications d'ordre purement techniques apportées par la Commission européenne aux annexes à la directive 82/714/CEE concernant les prescriptions techniques et aux annexes à la directive 91/672/CEE sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite en vue de les actualiser prennent effet automatiquement par la publication dans le Journal officiel des modifications afférentes, sans qu'il soit nécessaire de modifier les règlements grand-ducaux afférents.

En ce qui concerne le deuxième tiret de l'intitulé du présent règlement grand-ducal, le champ d'application du règlement grand-ducal du 12 décembre 2002 portant application de la directive 76/135/CEE du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de navigation intérieure est adapté afin de tenir compte et de la proposition de directive du

Parlement européen visant à codifier l'acte législatif en question dans l'intérêt de la clarté et la bonne compréhension du texte et de l'article 19 de la directive 2006/87/CE. Ainsi, le législateur tient compte dès à présent de la directive de codification à venir.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la:

- Loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;
- Loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation;
- Loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle, modifiée et complétée par la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines dispositions légales;
- Directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE;
- Directive 2006/103/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la politique des transports, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre de Commerce du 16 décembre 2008.

Par la suite, la Chambre a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 16 juin 2009.

*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au texte gouvernemental sous réserve d'écrire dans le préambule „Loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle“ au lieu de „Loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle, modifiée et complétée par la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines dispositions légales“.

D'écrire au dernier visa „Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures“ au lieu de „Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable“ ainsi que de remplacer la formule exécutoire du futur règlement grand-ducal de l'article 22, „Notre Ministre des Transports“ par „Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures“.

Luxembourg, le 26 novembre 2009

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR